

Pistes de travail pour un Parti communiste français transformé

Introduction

Chaque grande rupture historique conduit à de profondes transformations des systèmes économiques, idéologiques, politiques.

La crise et le nouvel état du monde ont rebattu toutes les cartes. Le front idéologique s'est déplacé. Toutes les forces politiques sont devant des enjeux radicalement nouveaux.

C'est le point de départ de notre réflexion pour un Parti communiste français transformé. Nous voulons inscrire les changements nécessaires à la fois de projet, de conception et de pratique dans un but : penser et réaliser les conditions d'une organisation révolutionnaire à la hauteur des enjeux contemporains de dimension nationale, européenne et mondiale.

Nous voulons changer parce que nous avons la conviction inscrite dans l'expérience présente d'un essor possible des solutions de partage, de mise en commun, de coopération, des solutions inscrites dans le meilleur du courant de pensée communiste comme réponses à la crise de la civilisation humaine.

Parce que nous pensons que la crise accélère l'immense besoin d'émancipation du système capitaliste, parce que nous pensons que la crise peut accélérer les prises de conscience et leur politisation, nous voulons que notre organisation, le Pcf, soit à la hauteur de ses responsabilités.

Et la première de ses responsabilités, c'est de décider un effort d'offensive et de production idéologique qui permette de passer de la critique du système à l'élaboration et à la mise en commun d'une conception d'une société émancipatrice. De ce point de vue nous devons regarder en face nos difficultés à passer aux actes et à tenir un discours public : nous défendons beaucoup notre stratégie, peu nos idées pour l'avenir.

Penser un Parti communiste français transformé, poser la question du communisme et de son actualité, c'est commencer par les idées, par leur partage, par notre capacité propre et en coopération avec d'autres de donner de la crédibilité, de l'audience et de la force à des solutions alternatives.

Cette décision, cette priorité nous oblige à travailler et à nous mettre en mouvement, particulièrement d'ici les échéances nationales de 2012. Au plan des idées, nous proposons de mettre à l'ordre du jour un effort de créativité communiste, de confrontation, de formation qui permette de contester l'hégémonie politique du libéralisme.

Nous concevons donc le travail de transformation dans le champ d'ensemble du parti, du projet, de la conception et du rassemblement. Ce travail s'appuie sur notre analyse des forces sociales, de celles et ceux qui ont intérêt au changement, de celles et ceux qui sont disponibles immédiatement pour agir avec nous.

Une telle réflexion sur les enjeux contemporains de notre lutte politique doit nécessairement prendre de front la question de la forme politique permettant de la mener.

Nous avons fait le choix de la « forme parti ». C'est un choix profond étayé par la conviction que le combat pour dépasser le capitalisme nécessite un haut niveau d'organisation, de démocratie et d'action collective.

Ce choix n'est en aucun cas une révérence au type de parti institutionnel moulé dans les institutions de la Ve République et leurs dérivées. Ce choix de la forme parti n'est en aucun cas une acceptation de la démocratie délégataire et du jeu politicien. Ce choix est tout le contraire de la réduction du fait politique aux institutions : nous concevons le rôle que doit jouer notre parti d'abord dans la perspective de la politisation de toute la société à l'instar par exemple de l'expérience de la campagne contre le Traité constitutionnel européen.

Ainsi, pour nous, la réaffirmation du choix de la forme parti prend un sens en tout point différent du fonctionnement des partis hypercentralisés.

Notre objectif, l'objectif du travail de transformation, est bien face à la crise de la délégation, qui traverse la société et notre parti, de créer une nouvelle cohérence d'organisation, un nouveau système de pouvoir qui déplacent le centre de gravité actuel vers le plus grand nombre et le militantisme local.

Un tel point de vue n'affaiblit en rien le besoin d'élaboration nationale et de cohérence d'idée et d'action. Un tel point de vue n'affaiblit en rien le rôle des Fédérations. Au contraire. Ce point de vue nous oblige à expérimenter une autre forme de travail en commun, de circulation de l'information et de rapport entre expérience locale et travail national.

En affirmant notre choix de la forme parti, nous affirmons donc dans le même temps la nécessité d'un effort conceptuel et pratique qui repousse les limites des formes politiques issues du XXème siècle : nous voulons garder le meilleur de la démocratie militante permettant l'affirmation de grands choix notamment nationaux et gagner dans la réalité le meilleur de la démocratie de participation et d'initiative.

Les questions démocratiques, d'organisation de la vie militante, de conception de notre organisation, de direction, sont, notamment à la suite des expériences électorales récentes, une partie essentielle du débat de transformation.

Avec le Congrès d'étape, nous ouvrons donc le processus concret de transformation du Parti communiste français. Ce processus est ancré dans les décisions de notre Congrès ordinaire. Nous avons fait le choix collectif du Parti communiste français et de sa transformation. Cette décision est le cadre de notre réflexion collective.

Au Congrès d'étape, nous proposons d'adopter trois types de décisions : des décisions engageant immédiatement le Pcf, des décisions de travail pour le prochain Congrès ordinaire et enfin des chantiers de réflexion à ouvrir et à travailler.

Le présent document est un document de travail. La Commission se réunira plusieurs

fois d'ici le Congrès d'étape et proposera de premières synthèses et orientations à partir du débat des communistes. D'ici le Congrès la Commission publiera des notes de bilan notamment sur la réalité de notre état d'organisation actuel dont sur la place des femmes dans les directions et les organismes du parti.

Premier axe :

Les idées au premier plan

L'un des verrous les plus puissants de la situation politique et sociale actuelle, c'est le fatalisme, c'est l'idée qu'aucune alternative n'existe à l'organisation actuelle de la société. Notre rapport aux luttes sociales, comme aux moments électoraux, doit donc se nourrir de ce réel.

De la même manière, nous devons regarder en face le fait que nous sommes, pour partie, identifiés à des solutions du passé et à des conceptions qui ne sont plus les nôtres.

Identifier dans la société les leviers essentiels pour changer de système constitue donc pour nous un objectif de travail prioritaire. Un tel objectif ne cède en rien à une conception idéaliste : c'est bien à partir des obstacles actuels dans les luttes, dans les institutions où nous agissons, dans les consciences, dans la perception qu'a la société de notre projet politique que nous inscrivons notre travail dont l'ambition doit être aussi de développer les fondements théoriques de notre action politique.

Nous avons donc besoin d'une rupture fondamentale des dynamiques de travail, à la fois internes et dans le rapport aux forces sociales, politiques et intellectuelles.

• Construire la cohérence de notre projet politique

Le débat de Congrès devra préciser les thèmes de travail. A cette étape la Commission n'est pas prête à proposer une liste fondée par une cohérence d'ensemble. Nous pouvons cependant d'ores et déjà définir quelques orientations.

D'abord, nous pensons que l'objectif premier de notre travail doit être la construction du sens et de la cohérence du projet communiste, identifier les repères essentiels d'une politique de transformation.

Entre les réformes immédiates et la question du communisme, comment identifier la cohérence de notre projet politique ? Comment dire en terme simple les principes que nous défendons pour la transformation de la société ?

Dans cette perspective, nous devons affronter les contradictions entre notre projet tel que nous le définissons et la vision qu'en a la société.

Nous pourrions ainsi travailler sur quelques questions saillantes, au carrefour des interrogations de la société à l'égard du projet communiste et de la réponse aux enjeux actuels.

Ainsi, comment notre combat contre la mondialisation capitaliste s'articule-t-il avec la construction d'un monde de coopération, à rebours de l'image de repli nationaliste dont nous avons parfois souffert ? Comment notre projet de société, loin de sacrifier

les libertés à la construction de l'égalité, fait-il de l'extension de la démocratie et de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs et les citoyens les conditions de la transformation de la société ? Comment associons-nous nouveau partage des richesses et nouveau mode de création des richesses ?

Au service de cet objectif, nous décidons :

• **De rassembler et d'organiser les moyens humains, financiers et intellectuels**

consacrés au projet existants au sein de la direction nationale du PCF autour d'une « direction unifiée du projet » chargée de l'animation du travail autour des objectifs définis par le Congrès. Par ailleurs, à travers ce dispositif, il ne s'agira pas de « réélaborer l'ensemble du projet » mais d'engager un travail précis sur des questions saillantes. Un tel dispositif devra également accroître notre réactivité et la capacité de forger en peu de temps des idées communes en mobilisant les ressources militantes.

• **Choisir d'engager un processus de travail public et ouvert** à l'ensemble des forces intellectuelles, sociales et politiques permettant la confrontation et l'élaboration réelle sur les enjeux d'une politique d'alternative. A l'appui de notre travail interne, nous pourrions décider de plusieurs conventions thématiques se fixant comme objectif la confrontation et le rassemblement sur des idées alternatives. Nous sommes conscients des limites des expériences passées. Ces « conventions » doivent être moins conçues comme la juxtaposition de points de vue de forces politiques que comme des moments de travail avec des personnalités ou des groupes apportant une expertise sociale, citoyenne ou politique. Elles doivent permettre de rendre public les analyses et le projet des communistes ainsi que les ruptures opérées sur des questions précises. Ces « Conventions » devront dans cet esprit être tournées vers l'action.

Afin de partager, de diffuser, de débattre de ce travail, nous décidons de :

• **Créer une revue mensuelle du projet** en assumant comme parti et comme direction nationale le besoin d'une discussion et d'un partage par l'ensemble des communistes de conceptions communes, d'une culture en débat et de la diffusion d'un ensemble cohérent d'idées concrétisant notre projet de société. Cette orientation de dynamisme sur notre projet commun est à nos yeux l'une des réponses principales au défi d'une unité plus forte des communistes.

Deuxième axe :

Un parti de la démocratie, de la coopération et de l'action militante

Pour ne pas uniquement être dans les pétitions de principe, toute critique générale de notre fonctionnement doit s'accompagner des moyens de le transformer. A l'étape où nous sommes, après plus de quinze ans de remises en cause profonde, nous avons moins besoin de dire ce que nous ne voulons plus être, que de dire ce que nous voulons être.

Ce deuxième axe a pour volonté de permettre par des actes d'apporter de premières réponses à des débats souvent anciens, parfois nouveaux. Nous avons conscience du

caractère limité de ces propositions. Cela tient à la fois au travail nécessaire et au besoin de l'apport des communistes mais aussi à la volonté d'engager des chantiers concrets : or qui veut tout embrasser, mal étreint.

1) Rendre possible la participation des adhérent-es à l'élaboration de la politique de leur parti

- **Mobiliser les compétences existantes : passer aux actes.** Nous proposons de se donner les moyens pratiques de mobiliser les compétences existantes au sein de notre organisation politique. Il s'agit, avec les fédérations et les sections, de procéder à un grand recensement de toutes celles et ceux qui sont disponibles pour travailler ensemble à l'élaboration de notre projet et de nos actions. Cela veut dire en pratique une méthode simple, axée sur nos priorités, permettant de mettre en réseau la richesse d'expériences et de compétences du parti.
- **Décider l'expérimentation sur trois au quatre grands axes de travail d'un processus coopératif national** impliquant l'ensemble des militantes et des militants. Il s'agit par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication de créer des espaces de coopération réels. En bref, créer des réseaux de travail qui marchent ! Nous pourrions par exemple ouvrir un chantier visible sur notre conception d'un développement humain durable. C'est aussi un enjeu de pouvoir des adhérents dans l'élaboration de la politique de leur parti.
- **Assurer pour chaque nouvel adhérent l'accès à un droit à la formation dans un délai de 6 mois** concrétisant son accueil au sein de notre parti. Une telle mesure aurait représenté pour les 4 dernières années un effort en direction de 25 000 nouveaux adhérents. Ce n'est donc pas un petit objectif. Ce droit sera assuré en coopération avec les Fédérations et les Comités régionaux notamment par le biais des stages de base décentralisés. Cela suppose la création d'une file active nationale assurant le suivi réel et la capacité d'évaluer notre dispositif. Une telle décision s'inscrit dans la conviction que l'effort de formation permanente de tous les communistes est l'une des portes d'entrée de leur participation effective à l'élaboration de la politique du parti. Cela signifie construire un parcours de formation structuré. Au-delà, nous soutenons les initiatives prises par des sections ou des fédérations d'universités populaires et proposons de réunir les militant-es engagé-es lors de la prochaine Fête de l'Humanité afin de mutualiser les expériences et d'amplifier le mouvement.
- **Malgré l'inscription de la parité dans nos statuts**, nous n'arrivons toujours pas à la respecter aux différents niveaux de notre organisation. Pire encore, nous régressons dans sa mise en œuvre. Nous sommes là face à un problème politique. Cette régression est révélatrice de notre incapacité à mettre en œuvre, dans notre propre organisation, l'un des éléments clés de notre projet de société émancipatrice, et donc de donner à voir ce projet. Mais elle est aussi révélatrice d'une difficulté plus large à mettre l'ensemble de nos adhérents en situation de prendre des responsabilités. Il est urgent d'engager un travail politique pour créer les conditions de la parité à tous les niveaux de notre organisation.

2) L'action militante comme moteur de notre organisation

L'héritage du XXème siècle nous place devant une contradiction apparente : une structure héritée basée sur l'impulsion par en-haut et une évolution d'ensemble des pratiques militantes comme du champ médiatique qui dans les faits redéploie le militantisme de proximité. Cette contradiction n'est qu'apparente : en effet, les besoins du militantisme local formulent des besoins nationaux nouveaux.

Nous avons par le passé beaucoup débattu du rôle des structures de proximité, du travail en réseau, de la remise en cause de la centralité.

En réalité, chaque coup de balancier vers l'un ou l'autre de ces termes apparaît comme une impasse pratique. Comment par exemple mettre efficacement en réseau l'ensemble des enseignants communistes du second degré sans impulsion nationale forte et sans capacité de penser une action sur tout le territoire national ? A l'inverse, comment construire des actions en direction des quartiers populaires sans s'appuyer sur les militants communistes de ces quartiers et sur le partage de leur expérience de terrain ?

De même, comment s'organiser efficacement sans bien connaître nos adhérent-es ? Alors que nous ne disposons du mail que d'une part très minoritaire de nos adhérent-es, alors que nous ne connaissons que très peu leur profession ou leur qualification ? En proposant un grand recensement, nous voulons aussi pointer le défi d'un travail permanent en direction des adhérents les plus éloignés des cercles militants.

Ces remarques nous conduisent à proposer immédiatement d'expérimenter trois pistes de changements.

• **Créer une « direction de la vie militante » permettant l'impulsion, la mise en réseau, le partage, l'efficacité du militantisme de proximité.** Il s'agit à tous les niveaux de mettre à disposition des outils pour l'efficacité et la créativité militante. Ni exclusivement montante ou descendante, nous proposons d'engager une transformation de l'organisation de notre travail de direction à tous les niveaux qui visent à démultiplier les champs et l'efficacité du militantisme local, compris au sens large. Cela signifie que l'un des points de départ de cette réflexion est la vie des collectifs militants, leur développement. Nous décidons d'un effort de direction au service de l'activité communiste de proximité pour les sections, les cellules et pour l'ensemble de l'activité militante. Cela signifie aussi le besoin d'un lien direct entre les initiatives locales, leurs innovations et leurs besoins spécifiques et ce travail national.

• **Construire une stratégie de déploiement du militantisme à l'entreprise.** A partir des efforts à l'entreprise et des organisations existantes, nous pourrions décider d'expérimenter autour de deux ou trois priorités de développement, par exemple La Poste, l'hôpital, l'enseignement ou le secteur automobile ou encore les expériences dans des bassins d'emploi. Sur la base de ces priorités, recenser fédération par fédération les militants de ces entreprises pour construire avec eux une communication spécifique, les réunir chaque année pour définir des orientations communes de propositions et d'action.

Le meilleur moyen de faire grandir notre organisation dans les entreprises, c'est de partager les actions locales, de construire la communication nationale ou départementale « à partir » de ces militants et non pas « en leur direction. Ce ne sont pas des questions « terre-à-terre » : y répondre avec ambition, c'est placer le militantisme local comme l'un des cœurs des processus d'élaboration nationale.

Il ne s'agit pas d'appliquer un modèle mais d'expérimenter, de faire des erreurs, de les corriger mais en tout cas de faire mouvement.

•Décider d'une initiative pilote avec les militant-es des quartiers populaires. Il existe des milliers de militant-es communistes actifs dans les quartiers. Ces militant-es ont une expérience propre. Leur point de vue est trop souvent noyé dans le débat du parti alors que le niveau de l'abstention nous invite à renforcer notre action en leur direction. Avec les Fédérations et les sections, nous pourrions décider d'une initiative pilote dans plusieurs dizaines de quartiers populaires pour partager les expériences, construire des outils communs et faire des propositions pour le débat du parti.

A ces trois propositions immédiates s'ajoute le besoin de débattre de la place que nous accordons à nos organisations de base, cellules et sections, réseaux locaux, dans le parti.

Nous devons affronter le fait que la réalité de vie de certaines de nos organisations de base soit un obstacle à notre renforcement. Pour nous, la qualité politique de la vie de nos organisations, leur ouverture sur la vie, sur le quartier ou l'entreprise, la capacité qu'elles ont -ou pas- d'être des moteurs d'initiative et d'action, est l'une des questions de la transformation du parti.

L'une des évolutions majeures de la société, c'est la recherche d'une articulation efficace des aspirations individuelles et des constructions collectives. Un tel objectif nécessite une méthode nouvelle de travail entre la direction nationale, les fédérations et les sections.

•Construire une coopération politique nouvelle avec les militants syndicaux, mutualistes et des mouvements sociaux et associatifs

En lien avec notre conception du rassemblement et notre analyse notamment de l'abstention, nous décidons d'agir pour que notre organisation politique soit l'un des vecteurs d'une coopération nouvelle entre mouvements politiques et mouvement social. Notre relation réelle, vivante aux militants syndicaux, mutualistes, aux citoyennes actifs dans les luttes, les associations et les mobilisation citoyennes est l'une des clefs de l'avenir. Il s'agit de passer d'une relation de soutien réciproque dans les luttes et, parfois les élections, à une coopération active en vue de construire ensemble l'alternative politique. Nous devons contribuer au dépassement de la rupture opérée entre social et politique.

Il nous faut revisiter également les relations entre les associations et les institutions y compris celle que nous dirigeons dans un esprit de co-construction des politiques

publiques.

•La place des élu-es dans la construction politique

Nous avons beaucoup débattu à nos différents Congrès du rapport parti-élu-es. Le problème n'est pas résolu et l'insatisfaction demeure souvent entière parmi les élus communistes comme parmi les militants qui ne le sont pas.

Changeons de perspective. Engageons un débat sur la place et le sens de l'action des militant-es élu-es dans la construction politique. C'est-à-dire plutôt que de se concentrer sur la relation des uns aux autres posons-nous le problème à tous niveaux du rôle que chacun peut jouer au service d'objectifs politiques fixés en commun.

•Libérer notre capacité d'intervention en direction des médias

La société médiatique et ses évolutions nous placent devant des défis d'intervention. Nous avons besoin d'un groupe action-formation permettant à tous les niveaux du militantisme d'intégrer une culture efficace de rapport aux médias, anciens et nouveaux. En ce sens, il est nécessaire d'engager un travail de refondation de notre identité publique notamment visuelle qui permette de surmonter certains handicaps et d'identifier le combat communiste à un combat d'avenir.

Troisième axe :

Changer notre conception de la direction nationale du Pcf

Chaque Congrès est l'occasion d'une construction à chaud de l'organigramme de la direction nationale. Cette construction à chaud a un écueil principal et handicapant : nous partons trop souvent des besoins de notre rassemblement politique comme direction et pas assez de nos besoins réels pour l'avenir.

•Construire d'ici le Congrès un organigramme de fonctions et d'objectifs avant de se poser la question du nom des militants responsables. En bref, il s'agit ensemble de mettre à plat l'organisation de la direction nationale et de la soumettre à la discussion du Congrès avant la discussion sur les noms.

La Commission fera rapidement une proposition d'organigramme soumise au débat. Par cette méthode, nous voulons poser une première pierre, concrète, de changement de notre direction.

Conclusion : les statuts, la question de la diversité

Avant de parler de nos règles de vie, la Commission a évoqué les problèmes de respect entre nous, de la fraternité, de l'éthique au sein de notre parti. Ces valeurs, ces principes sont fondateurs de notre engagement. Ils devraient être partie intégrante de notre vie collective. Les réaffirmer est en-soi un acte pour l'avenir.

S'agissant des statuts, c'est à partir du débat de fond sur les conditions d'un Parti communiste français transformé que nous pourrions procéder aux modifications statutaires. L'exercice est par essence contraignant : en effet les statuts ont vocation à organiser notre vie collective, le règlement de nos conflits et à garantir les droits des

adhérents.

• *Ainsi nous proposons de travailler à partir du débat des communistes et avec la Commission « transformation » d'ici le Congrès à des axes de réforme des statuts*, en faire acter les lignes de forces en juin, puis engager d'ici le Congrès ordinaire la rédaction effective de nouveaux statuts.

Il s'agit d'abord de créer dans le parti les conditions d'un débat fraternel et respectueux. Pour avancer ensemble, nous devons nous imposer des règles communes, une éthique partagée. Dans la dernière période, elle a parfois fait défaut.

Nous avons rencontré des difficultés sérieuses à faire respecter les choix des adhérentes. Les statuts constituent la loi commune. Ils doivent être renouvelés et précisés, respectés par tous. En même temps, l'unité des communistes, l'autorité politique de nos décisions et de notre parti se construisent d'abord dans le débat et dans l'action.

Transformer notre parti afin de construire l'unité des communistes à partir de leur diversité est un enjeu essentiel. Dans les faits, notre pratique de la diversité a conduit à certaines régressions du débat collectif voire à figer les points de vue en présence. Il faut, comme nous l'avons décidé, procéder à une évaluation de notre fonctionnement en la matière, et apporter des réponses qui présentent et développent nos acquis en matière de pluralisme et de démocratie. Mais la Commission estime que nous devons aller beaucoup plus loin en ouvrant le débat et en installant des pratiques qui, dans tous les moments de notre vie, permettent de donner réellement vie, sens et utilité collective à l'existence dans le parti d'une diversité de point de vue, d'expérience et d'engagement. C'est une question capitale pour que des centaines de milliers de salariés, de femmes et d'hommes, qui sont au parti ou qui cherchent à s'engager politiquement puissent faire de notre parti, le leur, en faisant ainsi une force ouverte et renouvelée.